

L'inclusion des femmes est importante pour la politique de sécurité

Colonel EMG Stefan Holenstein, président de la SSO

La Société suisse des officiers (SSO) s'engage depuis des années pour la promotion des femmes au sein de l'armée, et surtout en plus grand nombre. Le thème de l'inclusion des femmes n'est pas seulement pertinent pour la politique de sécurité, mais il est également important et urgent pour l'avenir de l'armée de milice. Dans ce contexte, la SSO salue le rapport publié récemment par le DDPS sur l'augmentation de la part des femmes dans l'armée.

La promotion des femmes au sein de notre armée de milice est une préoccupation majeure de la SSO. Elle a soulevé la nécessité d'agir il y a des années déjà, et elle a soumis à plusieurs reprises au DDPS des propositions concrètes et applicables pour augmenter le nombre de femmes dans l'armée. Or, jusqu'à présent, ces propositions n'ont pas été prises en compte. La part des femmes dans l'armée continue de stagner à un très modeste 0,7 %, et à 1,2 % en ce qui concerne les cadres. L'évolution de la société, le référendum de l'année dernière et la commémoration en 2021 du cinquantième anniversaire du suffrage féminin 2021 ont motivé la SSO à se réorganiser à la fin de 2020 pour prendre influence sur la question de l'inclusion des femmes dans l'armée.

Sens et objectif du nouveau centre de compétences de la SSO

En collaboration avec ses sections cantonales et les sociétés d'armes, la SSO thématise des questions militaires et diffusera des informations sur l'armée via une plateforme accessible à l'ensemble de la population. C'est la mission du « Centre de compétences Milice et volonté de défense » qui mettra en place une infrastructure permanente pour sensibiliser les franges de la population critiques à l'égard de l'armée, aussi en vue de futures votations sur les politiques de sécurité et militaire. Conséquence de l'acceptation du budget des nouveaux avions de combat par la population en septembre 2020, notre nouveau centre de compétences doit en particulier développer le dialogue sur la politique de sécurité avec la population, notamment avec les femmes, et les partenaires de la SSO actifs dans le monde économique et la société.

Un changement d'état d'esprit et de culture nécessaire

Le projet « Inclusion des femmes dans l'armée », intégré au domaine susmentionné, a pour mission d'amener l'armée à s'adapter davantage aux besoins des femmes. Les mesures prises par l'armée pour inclure les femmes se sont révélées inopérantes jusqu'ici, cela tant sur le plan structurel que culturel. Le fait est qu'à l'armée les femmes se heurtent encore à de nombreux obstacles, voire à des résistances. Par exemple, les casernes sont souvent conçues de manière inadéquate pour les deux sexes. Les équipements tels que les sacs à dos ou l'habillement ne sont toujours pas disponibles dans toutes les tailles. Ce sont des signes d'un manque de prise en compte de la femme en service militaire. Mais le problème voit jour bien en amont : de nombreuses femmes ne sont même pas intéressées par la politique de sécurité, et encore moins par l'armée. Pourtant, ces questions touchent les femmes autant que les hommes. C'est pourquoi un changement rapide d'état d'esprit et de culture est nécessaire aujourd'hui ; cela exige la prise de mesures efficaces.

Rapport du DDPS pour plus de femmes dans l'armée

La SSO salue le rapport présenté par le DDPS le 8 mars à l'occasion de la journée internationale des droits de la femme, et les mesures proposées pour mieux inclure les femmes dans l'armée. Nous soutenons en particulier les propositions touchant aux domaines de la communication et de l'information, ainsi que les mesures visant à permettre la conciliation entre service militaire, formation, carrière professionnelle et famille, ainsi que les adaptations structurelles des cantonnements et des locaux tant attendues. Le SSO considère pertinent le rétablissement d'un bureau pour les femmes au sein de l'Armée suisse. Toutefois, elle constate avec regret qu'une journée d'information obligatoire pour les femmes, basée sur la brève expertise Schindler/Egli mentionné dans le rapport du DDPS, va une fois de plus échouer face à l'obstacle de l'amendement constitutionnel. La SSO souhaite que la question de la journée d'information obligatoire pour les femmes fasse l'objet d'une discussion plus approfondie dans le cadre d'une seconde expertise.

La SSO travaille volontiers avec les groupes de travail du DDPS et elle souhaite vivement que son projet « Inclusion des femmes dans l'armée » apporte une plus-value aux mesures envisagées par le DDPS, cela au profit des femmes et celui de l'armée.

L'engagement des femmes dans la promotion de la paix

La proportion de femmes participant à des missions militaires de promotion de la paix qui avoisine les 15 % est réjouissante. Le Centre de compétences SWISSINT basé à Stans a lancé un projet pilote intéressant : il vise à permettre aux femmes du contingent de la Swisscoy d'intégrer l'armée de milice sans passer par une école de recrues. Du point de vue de la SSO, c'est une bonne chose, car ces femmes peuvent fournir à l'armée une expertise précieuse, fondée sur un déploiement militaire de plusieurs mois. Nous ne parlons ici que de quelques dizaines de femmes, mais cela offre également la possibilité de mieux associer la promotion de la paix et la Swissint à l'armée en général.

Stefan Holenstein, président SSO, 08.03.2021